

### *L'ajournement*

du Canada atlantique dans les Maritimes et à l'agence fédérale du nord de l'Ontario.

En posant ma question au ministre, le 10 avril, je voulais obtenir l'assurance que son ministère seul continuerait à administrer ces accords de foresterie. Il est essentiel que la principale industrie du Canada ait son propre ministère et que ce dernier soit le principal administrateur de ces accords.

En même temps, j'ai soulevé l'importante question de la nécessité de financer adéquatement ces accords. Les députés n'ignorent pas que six accords fédéraux-provinciaux ont déjà expiré au Canada. Il est scandaleux que les ministres ne se soient pas donné la peine de mener des négociations officielles afin de reconduire ces accords au lieu de les laisser expirer. Bien sûr, aujourd'hui, on nous dit d'attendre le budget du 27 avril. Cela me fait peur. Et à juste titre, je crois, étant donné que pas plus tard que le 10 avril dernier, le ministre d'État me disait ici, après avoir présenté ses observations, que le budget serait de nature à me réjouir. Et voici qu'il laisse entendre aujourd'hui que les accords devront tenir compte des nouvelles compressions budgétaires. Je parie que le ministre des Finances (M. Wilson) s'est entretenu avec le ministre d'État chargé des Forêts et que c'est lui qui dirige ce ministère. Cela n'est tout bonnement pas satisfaisant au Canada.

Une autre question qui a été débattue à la Chambre et certes au cours des tournées politiques et de deux campagnes électorales, c'est la création d'un véritable ministère des Forêts grâce à l'adoption d'une Loi nationale sur les forêts. On nous dit que le premier ministre (M. Mulroney) a écrit des lettres et que cela va se faire et qu'il y a fait allusion tout récemment en nommant le ministre d'État. Je crois que le ministre et le premier ministre nous doivent des explications sur les intentions réelles du gouvernement, surtout après ce que le ministre lui-même a dit en parlant de la création de ce ministère, et je cite ici le *Prince George Citizen* du 31 janvier dernier: «Toutefois, ce n'est pas une priorité pour le gouvernement». Voilà le gouvernement et le parti qui ont promis de créer un ministère à part entière pendant deux campagnes électorales et depuis je ne sais trop combien d'années. Mais le discours du Trône ne fait aucunement mention de la création d'un tel ministère. Nous méritons mieux, madame la Présidente, et nous allons continuer de faire pression sur le ministre et le premier ministre pour que ce projet de loi soit déposé dans les meilleurs délais.

Quand j'en ai parlé au ministre, et j'ai parlé de beaucoup de choses lorsque j'ai eu l'occasion de le questionner, j'ai mentionné que son ministère était en train de préparer ou sur le point de terminer un rapport sur l'avenir des forêts canadiennes. Je suis content que nous ayons pu obtenir du ministère quelques renseignements sur cette étude. C'est une étude capitale. Elle est en préparation depuis 1966. Comme elle coûte 300 000\$, vous avez une idée de quel genre d'étude il s'agit. Le rapport fait ressortir toute l'importance de l'industrie forestière pour le Canada et tout le travail que nous avons à faire à cet égard. Le ministre me dit que le rapport sortira en mai. J'ai hâte qu'il soit publié. Nous pourrions en discuter au comité permanent. Nous pourrions étudier le projet de loi portant création de ce ministère ainsi que ce que le rapport révèle sur l'avenir de l'industrie.

• (1800)

En terminant, je tiens à souligner l'importance que revêt l'industrie forestière pour ma circonscription, pour la Colombie-Britannique et pour toutes les provinces. Tous les députés de cette Chambre ont l'industrie forestière à coeur. Nous forcerons le gouvernement à respecter son programme. J'ai bon espoir qu'il continuera et augmentera son activité dans ce domaine.

[Français]

**M. Michel Champagne (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Forêts)):** Madame la Présidente, dans un premier temps, je m'en voudrais de ne pas souligner jusqu'à quel point il me fait plaisir, à titre de secrétaire parlementaire, de travailler en étroite collaboration avec le ministre d'État (Forêts) et député de Prince George—Peace River (M. Oberle). C'est un homme, un ministre qui est très responsable, qui est au fait de la problématique de la forêt au Canada et qui travaille à son accomplissement le plus profond et à la promotion de cette industrie qui est fort importante chez nous.

D'ailleurs, le ministre disait dernièrement—on faisait référence à l'ensemble des ententes qui avaient été signées au Canada—que le gouvernement fédéral, avec les provinces canadiennes, avait signé pour plus de 1 milliard de dollars pour la promotion de la forêt et des ententes fédérales-provinciales. On sait qu'en Colombie-Britannique, madame la Présidente, c'est l'une des ententes les plus importantes qui a été signée, et qu'elle se chiffre à plus de 300 millions de dollars.

De plus, je dois dire à mon collègue, madame la Présidente, que le gouvernement progressiste conservateur s'est engagé, avec ces ententes, à mettre énormément d'emphase sur la promotion de l'industrie comme telle. Nous sommes fiers de pouvoir dire que 80 p. 100 de